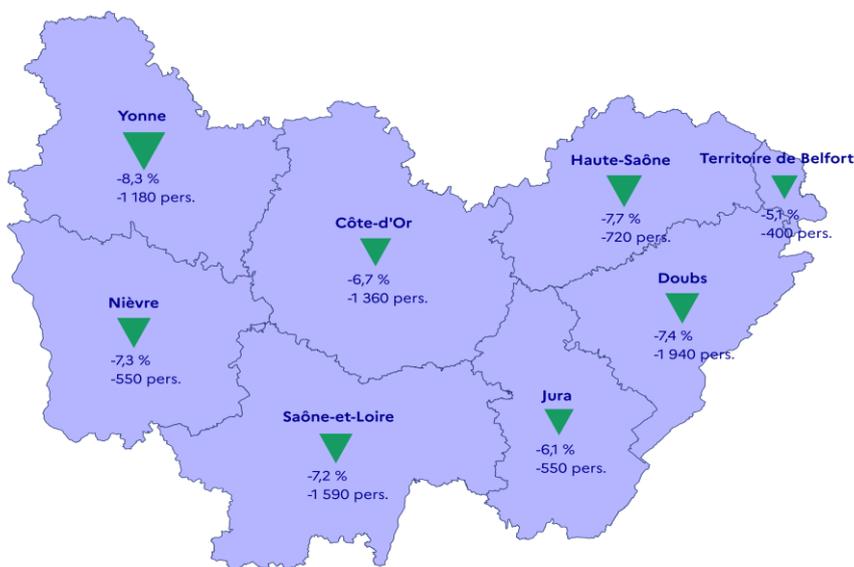


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE L'YONNE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2025 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 5,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : 12 990 (- 8,3 % sur un trim.)
Cat. B, C : 11 610 (+ 2,7 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : 24 590 (- 3,5 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : 27 490 (- 3,3 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : 2 030
Cat. G : 3 523

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

7,3 % au 1^{er} trimestre 2025
+ 0,1 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

109 300 au 1^{er} trimestre 2025
- 0,3 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 970 intérimaires au 1^{er} trimestre 2025
- 0,4 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

Au premier trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) dans l'Yonne recule de 0,3 %, soit une perte d'environ 300 postes par rapport au 4^e trimestre 2024. Hors intérim, la construction résiste dans un contexte de baisse de l'activité au niveau régional. Les services non marchands, principal vivier d'emplois dans le département, connaissent une stabilité. Les effectifs dans le commerce diminuent. L'activité industrielle se replie, pénalisée par les pertes d'emplois dans la métallurgie principalement. Le ralentissement de l'activité économique impacte fortement les services marchands. Plusieurs activités sont touchées et plus particulièrement les services aux ménages, le transport-entrepôt et l'immobilier. Enfin, si le recours à l'intérim est globalement stable dans son ensemble, il chute fortement dans la construction et progresse nettement dans le commerce. L'usage de l'activité partielle tend à augmenter comparé à la fin 2024, tout en restant relativement marginal. Enfin, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA recule légèrement de -0,4 % sur un an, soit 30 foyers en moins.

Au deuxième trimestre 2025

Le volume d'heures autorisées pour l'activité partielle baisse légèrement par rapport au 1^{er} trimestre. Les défaillances d'entreprises et le nombre d'emplois menacés sont moins nombreux. Les créations d'entreprises reculent par rapport à l'an passé, avec environ 340 nouveaux entrepreneurs comptabilisés (hors micro-entrepreneurs). Le nombre de demandeurs d'emploi diminue fortement, notamment en raison d'un bond des sorties des listes de France Travail (cat. ABC : +51,5 % sur le trimestre). Ce changement résulte principalement d'une évolution des règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. En début d'année, certaines personnes restaient inscrites sans avoir à s'actualiser, ce qui augmentait artificiellement les chiffres. Depuis avril, ces règles ont changé, entraînant une régularisation du nombre d'inscrits et une hausse mécanique des sorties.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)
Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2025

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Yonne :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	12 990	-8,3	+2,6
Catégories B, C	11 610	+2,7	+1,7
Catégories A, B, C	24 590	-3,5	+2,1
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	108 240	-7,1	+7,1
Catégories B, C	95 380	+3,0	+0,7
Catégories A, B, C	203 620	-2,7	+4,0
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	168 610	-0,9	+2,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Non tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Yonne :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	1 660	+1,2	-5,1
Catégorie E	1 240	-4,6	-6,8
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	2 030	/	/
Catégorie G	3 523	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 890	-2,2	-1,8
Catégorie E	12 390	-3,1	-3,9
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	7 604	/	/
Catégorie G	25 965	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.



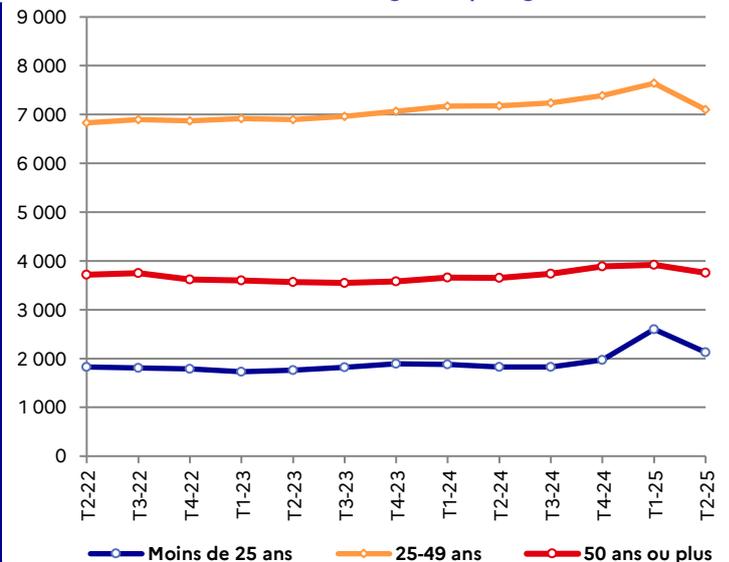
Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	Yonne			BFC	
	T2 2025	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	6 920	-8,0	+2,5	-6,8	+7,6
< 25 ans	1 160	-17,7	+17,2	-18,3	+22,8
25 - 49 ans	3 740	-7,2	-1,6	-4,7	+5,6
50 ans ou plus	2 020	-2,9	+3,1	-3,0	+3,7
Femmes	6 070	-8,7	+2,7	-7,4	+6,6
< 25 ans	970	-19,2	+15,5	-17,8	+21,0
25 - 49 ans	3 360	-6,9	-0,6	-6,0	+4,3
50 ans ou plus	1 740	-5,4	+3,0	-3,3	+4,0
Total	12 990	-8,3	+2,6	-7,1	+7,1
< 25 ans	2 130	-18,1	+16,4	-18,0	+22,1
25 - 49 ans	7 100	-7,1	-1,1	-5,3	+5,0
50 ans ou plus	3 760	-4,1	+3,0	-3,2	+3,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Yonne			BFC	
	T2 2025	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	12 400	-3,4	+2,7	-2,6	+4,8
< 25 ans	1 930	-9,8	+12,9	-10,0	+15,5
25 - 49 ans	7 090	-2,6	-0,3	-1,2	+3,3
50 ans et plus	3 390	-0,9	+4,6	-0,9	+2,7
Femmes	12 190	-3,6	+1,4	-2,7	+3,2
< 25 ans	1 710	-10,5	+13,2	-9,0	+14,7
25 - 49 ans	6 890	-2,8	-1,0	-2,0	+1,8
50 ans et plus	3 590	-1,1	+1,1	-0,9	+1,1
Total	24 590	-3,5	+2,1	-2,7	+4,0
< 25 ans	3 640	-10,3	+13,0	-9,5	+15,1
25 - 49 ans	13 970	-2,9	-0,7	-1,6	+2,5
50 ans et plus	6 980	-1,0	+2,8	-0,9	+1,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Yonne			BFC	
	T2 2025	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	13 700	-6,9	+0,4	-5,7	+3,6
DELD :					
1 à 2 ans	5 080	+1,6	+5,0	+2,6	+7,2
2 à 3 ans	2 350	+0,9	+13,5	+0,3	+9,4
3 ans et plus	3 470	+1,2	-1,7	+0,7	-1,6
Total DELD	10 890	+1,2	+4,3	+1,5	+4,5
Part des DELD	44,3%	+2,1 pt	+0,9 pt	+1,8 pt	+0,2 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Yonne			BFC	
	T2 2025	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	240	-33	-12,2	-345	-13,6
Fin de mission d'intérim	122	-44	-26,5	-338	-24,7
Démission	105	-25	-19,0	-140	-14,0
Rupture conventionnelle	127	-2	-1,6	-26	-2,2
Licenc. économique	35	-8	-18,8	+18	+4,8
Autre licenciement	144	-23	-14,0	-34	-2,9
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	40	-36	-47,1	-172	-28,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	367	-102	-21,7	-491	-13,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	358	-74	-17,1	-585	-17,3
Autres motifs ⁽⁴⁾	1 211	+1 053	+663,4	+7 701	+620,2
Motif indéterminé	135	-41	-23,1	-336	-22,6
Total	2 884	+666	+30,0	+5 251	+29,0

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Yonne			BFC	
	T2 2025	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	242	-53	-18,0	-428	-17,2
Entrée en stage ou formation	207	-19	-8,5	-47	-2,7
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	214	-11	-4,8	-11	-0,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	2 121	+984	+86,6	+7 498	+78,9
Radiation administrative	188	-83	-30,7	-634	-33,2
Autre cas ⁽³⁾	398	+196	+97,4	+1 171	+78,6
Total	3 370	+1 014	+43,1	+7 549	+40,0

(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.

(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation

(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les inscrits à France Travail par CLPE*

* CLPE : Comité Local Pour l'Emploi

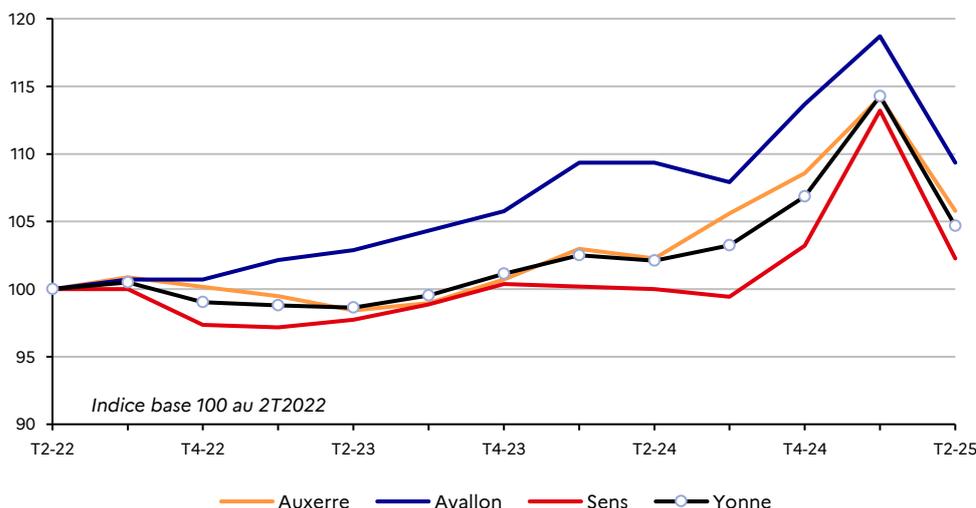
Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO Catégorie A	T2 2025	Var. (en %) sur		Part (en %) des		
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors
Auxerre	6 040	-7,4	+3,4	47,0	16,1	29,8
Avallon	1 520	-7,9	0,0	42,1	15,1	30,9
Sens	5 420	-9,7	+2,3	47,8	17,0	27,5
Yonne	12 990	-8,3	+2,6	46,7	16,4	28,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par CLPE (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T2 2025	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T2 2025	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Auxerre	11 560	-2,8	+2,9	5 150	+2,0	+6,0
Avallon	2 790	-2,1	+1,5	1 220	+2,5	+1,7
Sens	10 240	-4,7	+1,4	4 520	0,0	+3,2
Yonne	24 590	-3,5	+2,1	10 890	+1,2	+4,3

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
1 430	+23,3	1 590	+47,2
400	+21,2	410	+46,4
1 370	+31,7	1 520	+56,7
3 200	+26,5	3 530	+51,5

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.

Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Les entreprises

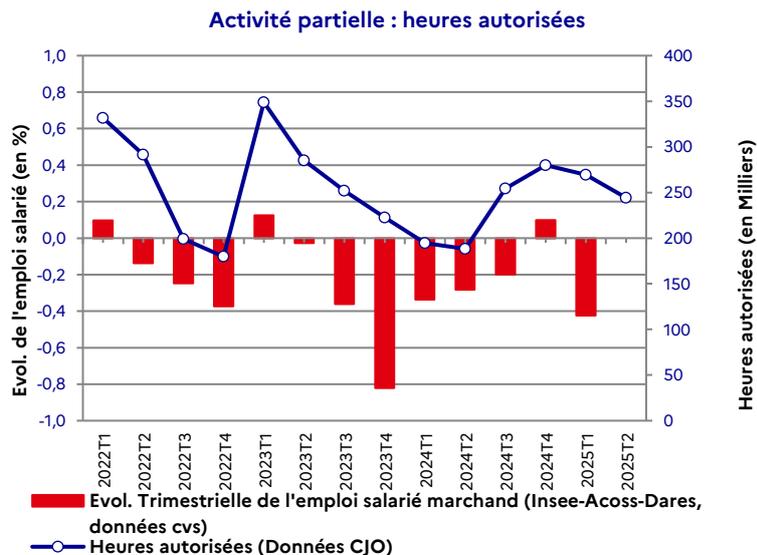
Activité partielle

Données CJO*	Yonne	
	T1 2025	T2 2025
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	45	55
Volume d'heures autorisées	269 323	244 226
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	254 993	229 973
Construction	3 025	3 812
Commerce	7 483	7 496
Services	3 822	2 945
Etablissements autorisés	43	49
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	7	7
Nombre de salariés concernés**	1 672	1 611
Total heures autorisées 12 mois glissés	992 217	1 048 015

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

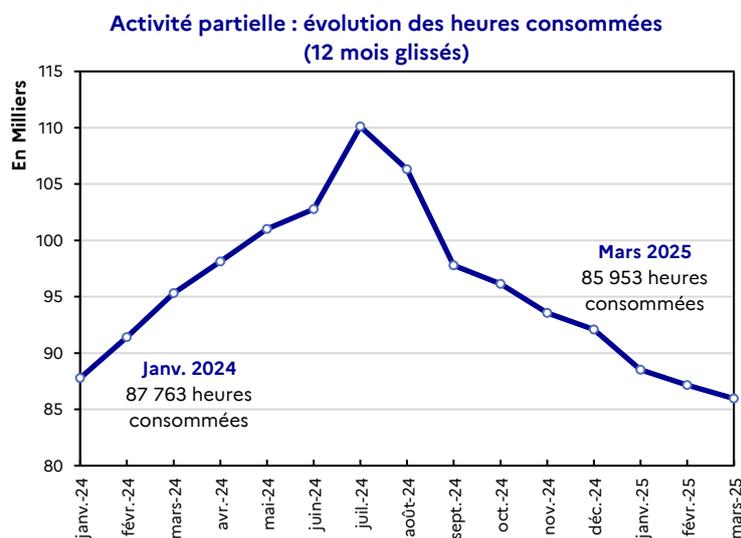


Données brutes	Yonne	
	T4 2024	T1 2025
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	20 310	22 893
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	17 765	18 983
Construction	448	518
Commerce	1 480	1 131
Services	617	2 261
Etabs ayant consommé des heures	19	30
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	4	5
Nombre de salariés concernés**	348	363
Total heures consommées 12 mois glissés	92 070	85 953

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.
** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes	Yonne	
	T2 2025	Evol./T2 2024 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	1 027	+0,3
dont :		
Entreprises individuelles	113	-18,7
Micro-entrepreneurs	691	+3,0
Sociétés	223	+4,2
Cumul sur 12 mois glissés	3 929	+0,5
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	336	-4,8
Cumul sur 12 mois glissés	1 338	-0,9

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Yonne	
	T2 2025	Evol./T2 2024 (en %)
Ouvertures de procédures		
Nombre d'ouvertures de procédures	69	-24,2
dont :		
Sauvegardes	s	ns
Redressements judiciaires	17	+30,8
Liquidations judiciaires directes	52	-33,3
Nombre d'emplois menacés	200	-27,5
dont :		
Agriculture	s	ns
Industrie	53	-22,1
Construction	58	+5,5
Commerce	43	-40,3
Services	45	-44,4
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	275	-8,6

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Yonne 1 ^{er} trimestre 2025 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	3 380	-20	-0,7	+80	+2,3	3 390	-20	-0,7	+80	+2,4
Industrie	17 270	-50	-0,3	-190	-1,1	19 590	0	-0,0	-150	-0,8
Industrie agro-alimentaire	3 600	0	-0,0	+40	+1,2	4 230	0	+0,1	+40	+0,9
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 190	-10	-0,5	-20	-1,7	1 280	-10	-0,8	-10	-1,0
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 250	0	+0,2	-10	-0,7	2 710	+10	+0,5	+20	+0,6
Matériels de transport	1 210	0	-0,2	-100	-7,5	1 370	+30	+2,3	-80	-5,3
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	9 020	-40	-0,5	-100	-1,1	10 000	-40	-0,4	-120	-1,2
Construction	5 660	+10	+0,3	-50	-0,9	5 920	-50	-0,8	-110	-1,8
Commerce ; réparation auto.	16 280	-40	-0,3	+30	+0,2	16 570	-10	-0,1	+30	+0,2
Services marchands	23 910	-140	-0,6	-340	-1,4	24 930	-170	-0,7	-370	-1,5
Transports et entreposage	5 100	-60	-1,1	-110	-2,1	5 440	-100	-1,9	-240	-4,2
Hébergement et restauration	4 220	-20	-0,4	+150	+3,8	4 260	-20	-0,4	+160	+3,9
Information et communication	440	0	-1,0	0	-0,6	440	0	-0,6	-20	-3,4
Services financiers	1 830	-10	-0,5	-80	-4,1	1 830	-10	-0,4	-80	-4,0
Services immobiliers	890	-30	-3,6	-90	-9,1	910	-40	-3,8	-90	-8,7
Services aux entreprises	6 880	+20	+0,3	-60	-0,9	7 450	+20	+0,2	-10	-0,1
Services aux ménages	4 540	-40	-0,8	-150	-3,1	4 600	-30	-0,6	-100	-2,2
Services non marchands	38 840	-20	-0,0	-10	-0,0	38 910	-40	-0,1	-60	-0,1
Ensemble	105 340	-260	-0,2	-480	-0,5	109 300	-300	-0,3	-580	-0,5

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

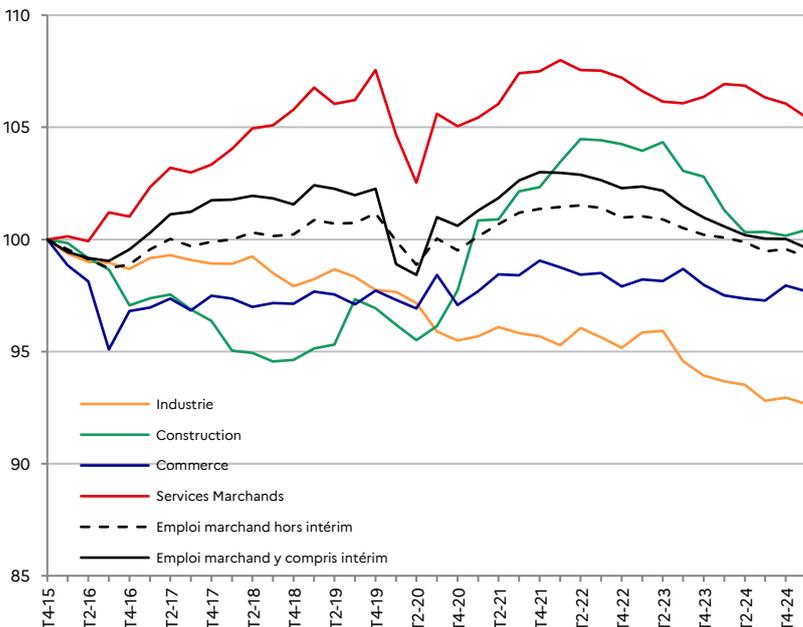
Traitement : Dreetts BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

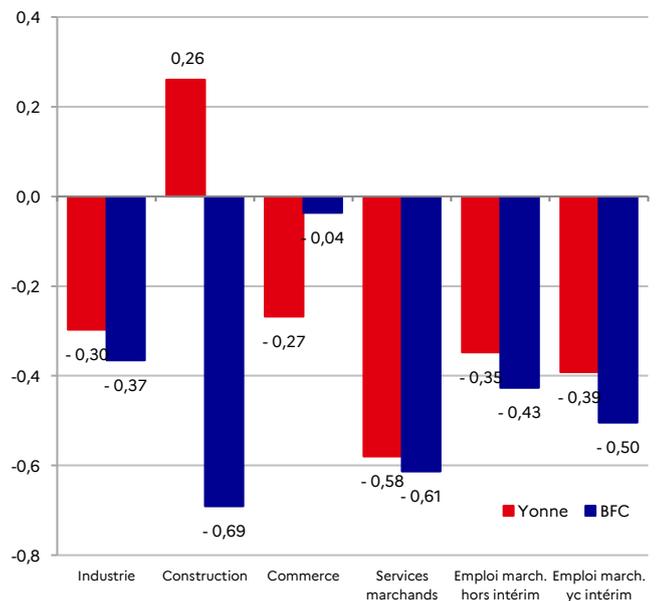
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2024 et le 1^{er} trim. 2025, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Yonne 1 ^{er} trimestre 2025 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	10	-12,8	+5,0	0,3	-0,0	10	0,0	0,0	2,8	+0,4
Industrie	2 340	+3,6	+3,8	11,9	+0,5	2 290	+0,4	+1,8	2,1	+0,1
Construction	280	-15,6	-12,1	4,7	-0,6	270	-6,9	-12,9	2,4	-0,7
Commerce	290	+12,7	-4,7	1,8	-0,1	290	0,0	-17,1	1,7	-1,1
Services	1 050	-7,0	-6,2	4,2	-0,2	1 100	-6,0	-5,2	1,5	+0,1
Ensemble	3 970	-0,4	-0,9	5,6	-0,0	3 960	-1,7	-2,9	1,9	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

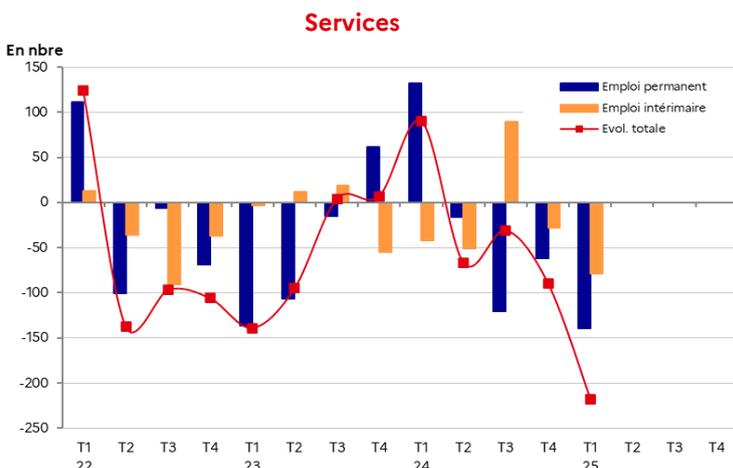
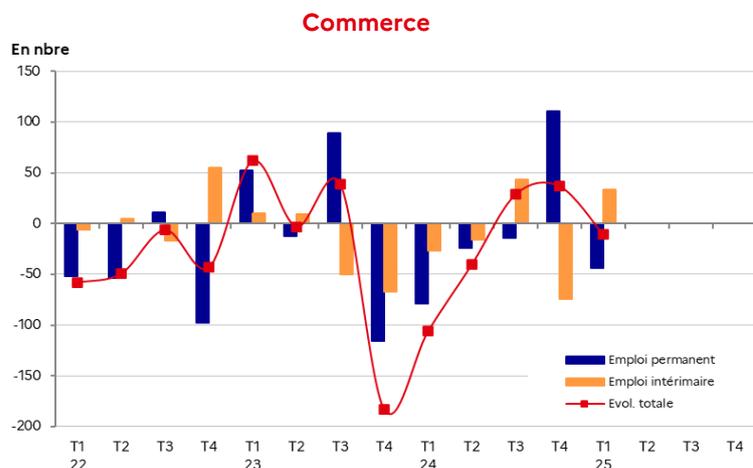
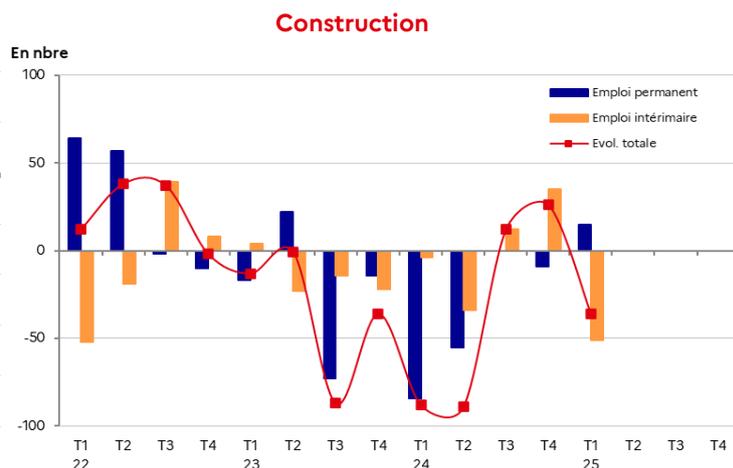
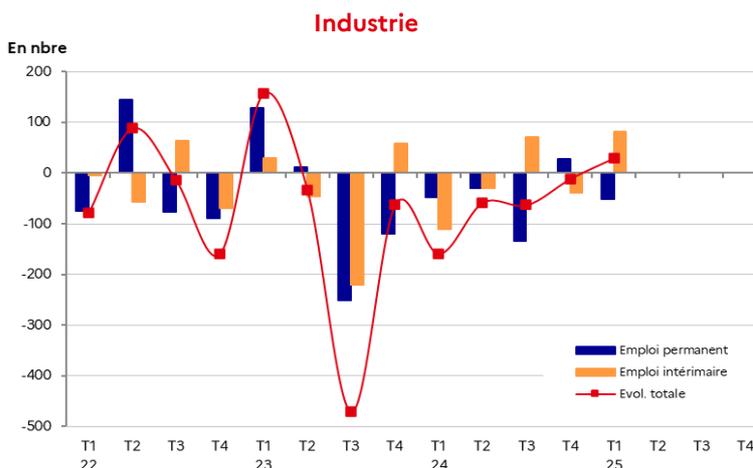
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Yonne		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1^{er} trimestre 2025						
Embauches		862	521	1 855	15 085	18 323
Répartition en %		4,7	2,8	10,1	82,3	100,0
dont en % :						
CDD		45,6	41,7	61,2	87,4	81,5
< 25 ans		24,5	23,8	40,6	18,7	21,4
25 - 49 ans		56,7	55,9	42,8	52,0	51,4
50 - 54 ans		8,1	5,0	5,7	9,7	9,1
55 ans ou plus		8,6	6,0	10,0	18,4	16,8
Femmes		34,5	9,8	53,0	66,4	61,9
Sorties		849	474	1 999	15 023	18 345
Répartition en %		4,6	2,6	10,9	82,0	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		27,6	25,1	54,3	84,7	77,2
dont CDD < 1 mois		37,6	24,4	60,1	91,7	87,8
Démissions		22,6	30,4	17,5	5,9	8,6
Licenciements économiques		2,7	2,5	1,8	0,5	0,8
Licenc. non économiques		18,6	16,5	8,9	2,8	4,5
Retraite		10,8	3,4	2,6	0,9	1,6
Ruptures Conventionnelles		5,5	9,9	4,4	1,1	1,9
< 25 ans		22,1	25,7	40,3	18,6	21,3
25 - 49 ans		45,9	53,8	38,5	51,5	49,9
50 - 54 ans		6,7	5,3	6,2	9,6	9,0
55 ans ou plus		23,9	11,2	14,3	19,3	18,7
Femmes		35,6	10,3	54,9	66,3	62,2

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

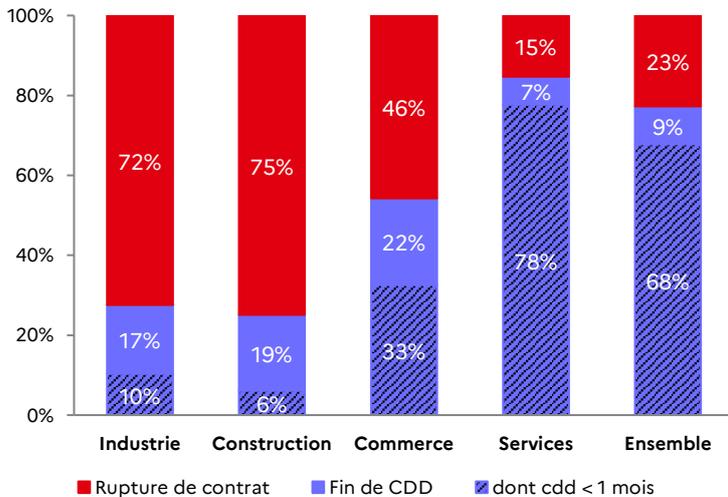
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

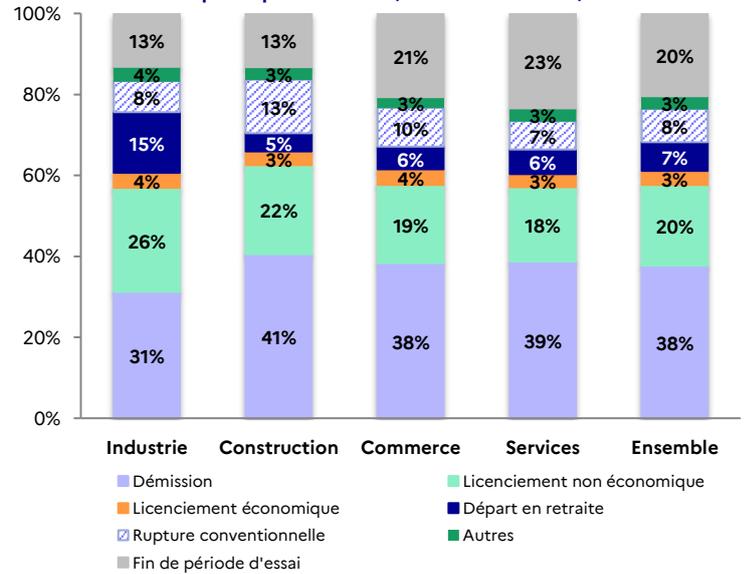
Lecture : Au 1er trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 45,6 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,7 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,8 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 33 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 31 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Yonne		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1^{er} trimestre 2025							
Actifs en emploi (en %)		10,3	57,5	14,1	18,1	53,2	30,6
Embauches		3 912	9 425	1 662	3 072	11 349	2 319
dont en % :							
CDD		80,0	79,2	84,8	90,4	86,6	83,9
Sorties		3 904	9 147	1 648	3 438	11 413	2 304
dont en % :							
Fins de CDD		76,2	76,6	82,0	78,8	83,9	82,6
dont CDD < 1 mois		80,8	88,8	91,3	91,9	89,7	84,5
Démissions		9,4	10,1	6,8	3,7	6,2	7,1
Licenciements économiques		0,0	0,8	1,2	1,4	0,6	0,0
Licenc. non économiques		6,1	4,1	4,9	3,7	2,6	3,5
Retraite		0,0	0,0	0,0	8,6	1,3	0,0
Ruptures Conventionnelles		1,0	2,4	1,9	1,3	1,5	0,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,4 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

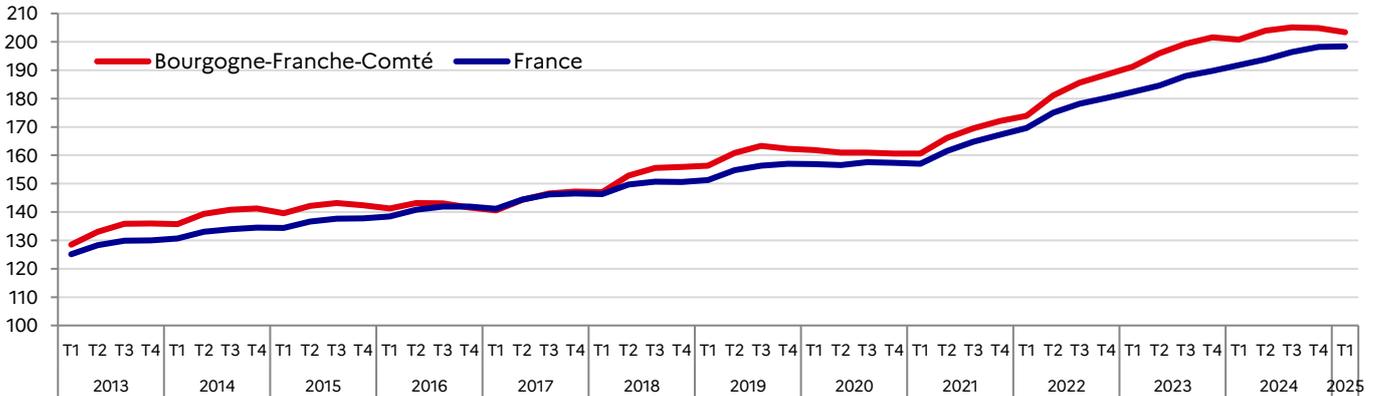
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 110	22,6	-0,3	-130	-0,1	248	0,5	-4,2	+13	+5,5
Doubs	230 293	197 360	19,9	-0,3	-1 720	-0,9	33 926	70,8	-0,8	+292	+0,9
Jura	107 034	87 330	8,8	-0,2	-730	-0,8	7 933	16,5	-0,1	+228	+3,0
Nièvre	71 592	64 160	6,5	-0,0	-410	-0,6	25	0,1	0,0	0	0,0
Haute-Saône	93 962	68 180	6,9	-0,3	-1 260	-1,8	804	1,7	-0,1	+26	+3,3
Saône-et-Loire	214 640	191 420	19,3	-0,4	-1 920	-1,0	248	0,5	0,0	+13	+5,5
Yonne	128 463	109 300	11,0	-0,3	-580	-0,5	40	0,1	+8,1	+9	+29,0
Territoire de Belfort	55 890	48 310	4,9	-1,2	-860	-1,8	4 720	9,8	-1,1	+21	+0,4
BFC	1 130 545	990 180	100,0	-0,3	-7 620	-0,8	47 944	100,0	-0,7	+602	+1,3

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

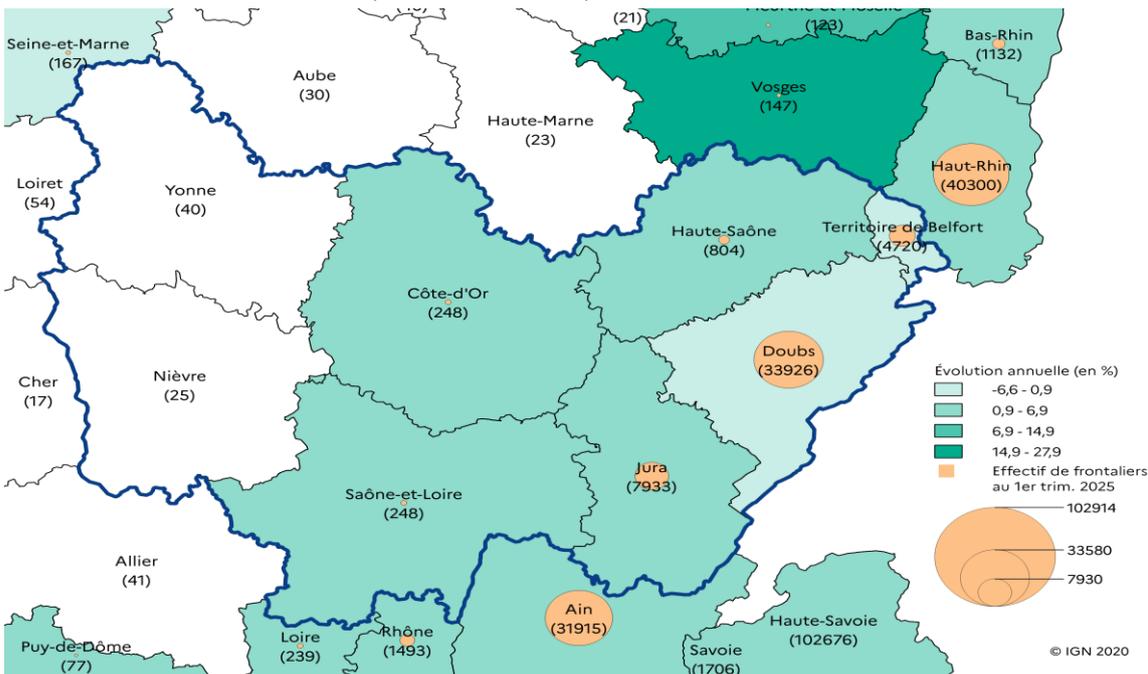
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +0,9 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 926 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Yonne			BFC
	T2 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	228	435	-3,8	+12,5
dt résidents QPV	27	59	-6,3	+9,1
CEJ*	290	647	-2,3	-7,0

Données provisoires	Yonne			BFC
	T4 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	74	237	-41,9	-25,6
jeunes	27	83	-34,1	-31,2
seniors	20	64	-42,3	-13,1
bénéficiaires RSA	10	25	-39,0	-10,4
DELD	40	127	-44,8	-22,2
TH	15	36	-16,3	-12,2
résidents QPV	9	33	+83,3	+3,5
résidents ZRR	38	109	-51,8	-29,5
éducation nationale	s	5	-37,5	-14,6
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2025)				
- secteur public	s	s	ns	-66,7
- secteur privé	154	154	+12,4	-1,8

* Données arrêtées à la semaine 26

s : secret statistique
ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 2023
Côte d'Or	291	1 370	-9,2
Doubs	391	1 789	+2,1
Jura	275	1 120	+7,9
Nièvre	168	725	-9,7
Haute-Saône	156	701	+14,5
Saône-et-Loire	376	1 523	-9,6
Yonne	291	1 408	-9,9
Territoire de Belfort	104	502	+10,6
BFC	2 052	9 138	-2,9

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Yonne		BFC
	T2 2025	Var.(%)/ T2 2024	Var.(%)/ T2 2024
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	112	-51,7	-42,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	1 041	-14,0	-6,6
CEJ*	529	-8,1	-11,4
IAE (au 4T 2024)	1 039	-3,0	-0,8

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2024)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	10 083	+5,2	39 120	+3,9	9 203	+3,8	1 447	+3,3
Doubs	12 687	+2,4	33 650	+2,5	10 163	-1,8	1 587	+7,7
Jura	3 513	+5,0	15 733	+2,9	5 433	-0,7	553	-5,7
Nièvre	5 790	+1,2	13 907	+2,5	6 503	+1,7	723	+5,9
Haute-Saône	4 007	+2,0	15 267	+3,2	6 053	+4,1	840	-2,3
Saône-et-Loire	9 457	-1,2	37 517	+4,6	12 763	+2,4	1 650	-2,6
Yonne	8 710	-0,4	23 320	+3,1	7 707	0,0	1 140	+5,2
Territoire de Belfort	4 140	+1,5	9 697	+2,6	2 807	+6,7	637	+6,1
BFC	58 387	+1,8	188 210	+3,4	60 633	+1,6	8 577	+2,3

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

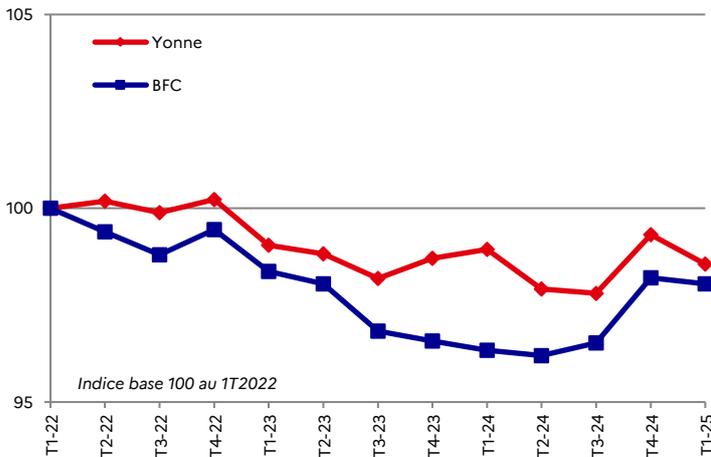
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

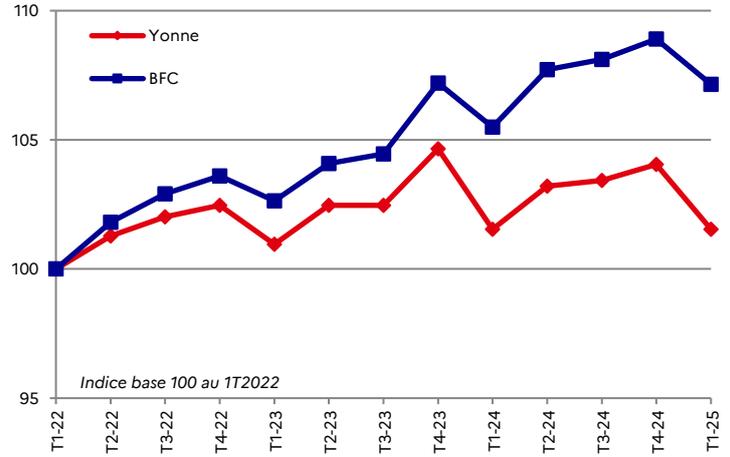
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

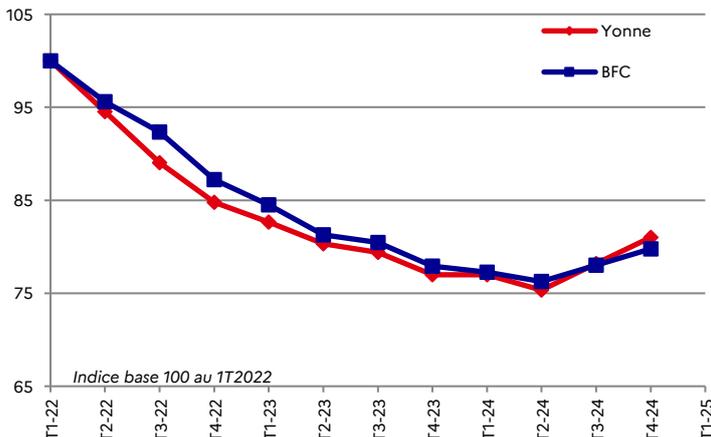
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

